

# Front social et syndicat de capitulards

Par son caractère mas-sif et déterminé, la récente démonstration estudiantine a certainement mis en relief la nature timorée de l'opposition politique et notamment son relatif ancrage dans la société qui fait que sa capacité de mobilisation n'est guère significative. Or, si ce constat vaut pour quelques chapelles du monde politique et certaines associations de la société civile pourquoi ne le serait-il pas pour le syndicat officiel, qui bat en retraite en rase campagne, au moment où il aurait dû être en première ligne ?

Depuis janvier, qui a vu l'explosion de la colère sociale se répandre dans l'ensemble du pays, l'UGTA de Sidi Saïd se terre silencieusement. Trois mois après cette alerte grandeur nationale, alors que les grèves sectorielles se multiplient, le sommet de cette «centrale» demeure dans la même expectative. Cette désertion du front social, qui est pourtant le seul lieu où doit s'affirmer sa légitimité syndicale, interroge justement les commentateurs de presse<sup>(1)</sup>. Déjà y décèlent-ils une sorte de chant de cygnes d'une équipe compromise par ses

pratiques et peut-être même la disparition, à terme, du sigle lui-même qui viendra clore une époque historique.

La projection ne manque pas de pertinence lorsque les travailleurs rappellent que la dernière fois où ils ont entendu l'actuel SG s'inscrire en faux contre les options économique et sociale du gouvernement remonte à 1993 ! Huit ans après ce dernier sursaut d'indignation, jamais plus les caciques de cette CEN coptée n'ont osé contrarier les choix édictés.

Il est donc loin le temps où Sidi Saïd trouvait à redire sur les «mépris» (sic) à l'égard des travailleurs et à critiquer même ouvertement les technocrates du régime les qualifiant de «techniciens dénués de sens politique». Entre-temps, deux «présidentielles» sont passées par là ainsi que quelques sulfureuses suspicions d'affairisme qui ont fini par «assagir» un leadership syndical re-caporalisé comme à l'époque du parti unique.

Son déclin connaîtra plusieurs paliers selon les exigences du pouvoir politique. D'abord «amicalement» insistantes sur le soutien de l'UGTA, celles-ci

devinrent clairement combinatoires au lendemain de l'affaire «Khalifa», entre autres.

Devenue une institution sans ressort et totalement aspirée par le jeu du pouvoir, l'UGTA traînera, de surcroît, une réputation peu conforme à l'éthique de son combat. De moins en moins exigeante dans la médiation au cœur des conflits sociaux, elle a vu, dès l'année 2001, l'émergence de courants autonomes remettant en question un monopole définitivement asservi par la sphère du régime. Eloignés des revendications ouvrières et concubins de la classe dirigeante, ses animateurs ne pouvaient que subir toutes les disgrâces publiques. De celles qui leur furent infligées à Rouiba où, sur le carreau de leurs usines, les grévistes les éconduisirent sous des quolibets infânants.

Sidi Saïd et ses pairs de la CEN, violemment qualifiés de «cols blancs» par les «bleus de chauffe», ne sont plus en mesure de jouer le moindre rôle dans la crise structurelle que traverse l'Algérie. Dévitalisée en termes de syndicalisation, l'UGTA est aujourd'hui contrainte de constater la

montée en puissance d'autres formes d'organisations se structurant aussi bien à travers des affinités corporatistes que par des convergences transversales d'un même secteur d'activité. Parce que la «Maison du 1<sup>er</sup>-Mai» a déserté publiquement le champ de la confrontation avec les pouvoirs publics et qu'elle s'est laissée corrompre à travers les privilèges du carriérisme, n'est-elle pas désormais perçue sous le prisme peu enviable de faire-valoir ? Une sorte d'annexe des féodalités politiques et des puissances de l'argent instrumentée pour faire le «ménage» sur le front social.

Sidi Saïd réduit à un hochet dans le complexe échiquier des sphères du pouvoir, ne s'est-il pas finalement contenté des simulacres ? Un exercice qui lui a assuré une longévité à son poste (1998 à ce jour) mais en revanche a contribué à dilapider une certaine philosophie du syndicalisme unitaire avec ce que le concept d'unité dans la lutte suppose de puissance dissuasive dans la relation avec le pouvoir d'Etat.

Après lui, il ne restera plus rien de cette solide profession de foi laissée en



Par Boubakeur Hamidechi  
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

héritage. Celle qui appartient aux Benhamouda et Djermane qui avaient milité contre les démons de la caporalisation à deux époques différentes. Bradeur à son corps défendant, ce secrétaire général vient de solder l'existence d'un syndicat historique.

B. H.

(1) Se référer à l'article paru dans *El Watan* du jeudi 14 avril «La longue agonie d'une centrale syndicale».

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoirdalgerie.com>  
E-mail :  
[info@lesoirdalgerie.com](mailto:info@lesoirdalgerie.com)

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)  
[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)

## Algérie, 1200 kilomètres de côtes et 2400 de grillages !

Mon petit doigt me dit que la célébration de Youm El Ilm, l'année prochaine aura lieu à...

... Batna !

Non ! Les gens se trompent en pensant que le nœud mouillé du débat, ce sont les petites phrases prononcées dans les couloirs tapissés de micros de l'Alliance présidentielle. Peuchère ! L'opinion se fout un peu, beaucoup, passionnément, à la folie, de savoir si Belkhadem va, pour la 5 679<sup>e</sup> fois succéder à Ouyahia à la tête du gouvernement, si Abdekka a encore la force et l'envie d'aller au bout des trois longues années — 36 mois ou 1 095 jours ou 26 280 heures — qui le séparent de son prochain mandat ou de la retraite. Ce n'est pas cela qui est discuté ces derniers jours, je puis vous l'assurer. Tout le pays, en fait, ne parle que d'un sujet, un seul : le Palais d'El Mouradia va-t-il être entouré d'un grillage, de barbelés, d'un mur ou des trois à la fois ? La voilà, la question de l'heure ! Quelle que soit l'option retenue, sous quelle forme ce ceinturage de la Présidence va-t-il se faire ? A travers un avis d'appel d'offres classique ? De gré à gré ? Ou de bouche à oreilles amies ? Si le fleuriste de la place est compris dans le périmètre grillagé, barbelé ou emmuré, comment les amoureux vont-ils s'y prendre pour acheter des fleurs à leurs dolci-

nées le 8 mars prochain ? Si le lycée Bouamama, ex-Descartes, est lui aussi inclus dans la surface interdite, les parents d'élèves scolarisés dans cet établissement devront-ils venir chercher leur progéniture en hélicoptère et les ramener à la maison par hélitreuillage ? Si le siège du PRA se trouve lui aussi compris dans la zone fermée, cela ne va-t-il pas porter un grave préjudice à la campagne d'adhésion très massive lancée par ce parti à la popularité très légendaire ? Et je ne vous parle même pas du Bois de Boulogne, lieu de promenade préféré des Algérois, site privilégié des sorties scolaires et des pique-niques en famille, endroit réputé pour son micro-climat exceptionnel, et dont ces mêmes citoyens seront privés dès la pose des grillages. Plus grave encore, quel itinéraire de contournement vont devoir emprunter les automobilistes qui se rendent habituellement de la place du 1<sup>er</sup>-Mai à Bir-Mourad-Raïs ? Une question à laquelle il est déjà fort ardu de répondre et qui risque de se transformer en véritable casse-tête chinois très vite. Quand ? Vous me demandez quand ? Mais dès qu'ils auront terminé de grillager le Palais et qu'ils entameront l'édification d'un mur barbelé tout autour de la place du 1<sup>er</sup>-Mai, pardi ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

